

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
101 · Février 2021
AZB 3001 Berne



En mars 1957, la commune d'Unterbäch (VS) appelle les femmes aux urnes.

Le jubilé d'une victoire

Un jubilé ... Celui d'une lutte de plusieurs décennies pour obtenir, enfin, le suffrage féminin. Ce numéro sera celui des femmes ! Dédié principalement à cette victoire aussi tardive qu'historique, ce numéro de SOCIALISTES se pare du rose des Femmes* socialistes suisses et la rédaction des articles a ainsi été assurée par des auteures. Un retour avec les actrices de l'époque sur ce que cette lutte a permis de changer, mais également quelques perspectives sur les combats qui doivent encore être menés pour atteindre, enfin, l'égalité dans notre pays.



50 ANS

On ne le répétera jamais assez, mais les suisses ont accepté le droit de vote des femmes il n'y a que cinquante ans, plusieurs décennies après tous ses pays limitrophes. Mais il est une partie importante de ce combat qu'il faut remettre en avant, trop souvent (délibérément) laissée dans l'ombre par les partis bourgeois: l'histoire du suffrage féminin est l'histoire d'une véritable lutte.

L'image que nous avons choisie ce mois-ci est donc un hommage aux militantes féministes qui ont porté cette revendication; ici durant la « Marche sur Berne » de 1969. Ce jour-là, le 1er mars, plusieurs milliers de femmes ont manifesté devant le Palais fédéral, après l'annonce de la volonté du gouvernement de ratifier la charte des droits de l'homme – sans avoir au préalable accordé le droit de vote aux femmes.

Ce que nous rappelle cette Marche sur Berne, c'est qu'il n'y a pas d'avancée sans luttes. Alors n'oublions pas: le militantisme est le fondement de tout changement.

Le PS60+ ? « Ce n'est pas juste du café et des gâteaux ».



Marianne de Mestral a construit le PS60+ voilà 12 ans, avec beaucoup de cœur et de détermination. Elle quitte maintenant son poste de co-présidente et mérite un grand MERCI.

Marianne a rapidement reconnu et convaincu sur la nécessité d'une génération expérimentée désireuse de s'impliquer dans le parti. « Actifs, mais pas seulement pour faire du café et des gâteaux », comme elle ne cesse de le dire. Avec détermination, elle a mis sur pied le PS60+, avec premier concept en 2010, avant sa création officielle en 2012.

Nous avons commencé avec quelques centaines de membres et en comptons plus de 2000 aujourd'hui. J'ai appris à apprécier sa persévérance, mais aussi sa flexibilité. Elle a apporté ses connaissances aussi variées que précieuses.

Travailler avec Marianne a toujours été enrichissant. Avec ses idées claires sur la poursuite du développement du PS60+, elle a donné le ton. Co-présidente, elle n'a jamais hésité à mettre la main à la pâte pour faire avancer le PS60+.

Nous lui souhaitons une bonne santé, beaucoup de joie et du temps pour sa famille à l'avenir. Marianne, MERCI !

Carlo Lepori, co-président du PS60+



Le seul futur possible

Le suffrage féminin fête son 50^e anniversaire.

Grâce à des femmes comme Emilie Gourd, Antoinette Quinche ou Emilie Lieberherr, qui ont combattu pendant près d'un siècle. L'objectif des féministes de la première vague se déclinait ainsi : les femmes et les hommes doivent faire l'expérience de l'égalité.

C'est sur les épaules de ces fières géantes que se construit encore notre combat d'aujourd'hui.

Mais nous luttons contre toutes et tous les systèmes oppressifs. Nous ne voulons pas d'une égalité avec les hommes, s'ils sont également exploités par le capitalisme, le patriarcat ou encore le racisme. Nous ne voulons pas d'égalité dans un système extractif à l'extrême, traitant les ressources naturelles comme le sac magique de Mary Poppins. Nous ne voulons pas seulement plus de FLINTs (femmes, lesbiennes, inter, non binaires, trans) dans les entreprises comme le veulent les libéraux.

Nous voulons la révolution féministe !

Notre féminisme, c'est la lutte pour la liberté de toutes et tous, dans la reconnaissance et le respect des différences ; c'est « à chacun-e selon ses besoins et ses possibilités », et non « à chacun-e la chance égale d'être exploité-e par la loterie capitaliste ».

Le féminisme, c'est une vie digne et libre, pour toutes et tous. C'est l'autodétermination, sur notre corps, nos relations, notre identité. C'est reconnaître notre travail, rémunéré ou non. C'est la fin de la violence structurelle. C'est un espace de représentation pour toutes et tous, et des ressources pour réaliser nos demandes.

Le féminisme de gauche, c'est plus que l'égalité. C'est un outil d'analyse et une utopie d'une économie fondée sur les besoins de chacun-e. C'est un monde sans exploitation, violence, discriminations. C'est la liberté.

Le féminisme est le seul avenir envisageable.

Pauline Schneider, vice-présidente de la JS Suisse
Tamara Funicello, co-présidente des Femmes* socialistes suisses

IMPRESSUM

Éditeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Clément Borgeaud, Colin Vollmer
et Léon de Perrot
Production Atelier Bläuer, Berne

Pour toutes et tous – mais vraiment pour toutes et tous !



Rebekka
Wyler,
co-secrétaire
générale

Le 29 novembre 2020, la population genevoise a pris une décision historique : à une nette majorité, elle a approuvé un projet de loi permettant aux personnes souffrant d'un handicap physique ou mental de voter – et d'être élues. C'est une étape importante pour plus de démocratie, de participation et d'inclusion.

En 2014, la Suisse a adhéré à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Ce faisant, elle s'est engagée à protéger les personnes en situation de handicap contre la discrimination, à supprimer les obstacles qu'elles rencontrent et à faire progresser l'égalité. Depuis sa fondation, le PS a défendu l'égalité de toutes et tous. Nous avons fait beaucoup pour les droits des salarié-e-s ou des femmes. Nous nous engageons actuellement en faveur de la participation politique des migrant-e-s (voir l'article d'Ada Marra dans ce même numéro). Mais la politique oublie souvent les préoccupations des personnes en situation de handicap. C'est aussi parce qu'elles sont (trop) peu représentées en politique. Cela est notamment dû à l'absence de droits, mais

Nous voulons aussi que les personnes en situation de handicap puissent participer activement à la vie du parti.

aussi au fait que les partis n'ont pas réussi à promouvoir leur participation et que notre environnement « entrave » beaucoup les choses : je me souviens qu'un camarade en fauteuil roulant et moi avons passé des semaines à chercher des lieux sans obstacle pour les apéros du PS.

Le PS propose déjà depuis un certain temps une traduction en langue des signes lors de ses Assemblées des délégué-e-s et de ses Congrès. Cette année, nous voulons réaliser des vidéos qui transmettent les valeurs et les exigences les plus importantes du PS dans les différentes langues des signes. Le nouveau site web du parti sera lancé à la fin de l'année. Il va sans dire que le site doit être entièrement accessible dans les trois langues nationales. Le « langage simplifié » ne nous est pas non plus étranger. Ainsi, pour les référendums de novembre, nous avons fait produire les textes d'information correspondants, qui ont rencontré un grand intérêt. Désormais, des textes en langage simplifié du PS doivent également être produits dans toutes les langues nationales.

Ce sont là des premiers pas. Mais nous voulons aussi que les personnes en situation de handicap puissent participer activement à la vie de nos sections et de nos Partis cantonaux. Cela coûte de l'argent et du temps, mais ce n'est que de cette manière que nous pouvons devenir un parti pour toutes et tous. Parce que notre but n'est pas de faire une « politique du handicap » paternaliste. Au contraire, nous voulons faire de la politique ensemble avec les personnes en situation de handicap. Car ici aussi, la devise est : « pas de décision sur nous, sans nous ».



Les douze premières conseillères nationales, debout à partir de la gauche : Elisabeth Blunschy-Steiner, Hedi Lang, Hanny Thalmann, Helen Meyer, Lilian Uchtenhagen, Josi Meier, Hanna Sahlfeld ; assises depuis la gauche : Tilo Frey, Gabrielle Nanchen, Liselotte Spreng, Martha Ribl, Nelly Wicky.

« J'ai l'espérance chevillée au corps »

Quels sont tes souvenirs les plus marquants du vote de février 1971 ?

En Valais – où je vis depuis près de 55 ans – c'est un an plus tôt, le 12 avril 1970, que les femmes ont obtenu le droit de vote. C'est cette date qui a été importante pour moi. Elle m'a tout simplement permis de récupérer ce à quoi j'avais droit auparavant. Avant de rencontrer mon mari, je vivais dans le canton de Vaud, qui avait introduit le suffrage féminin en 1959. En m'établissant en Valais, j'ai perdu mon identité de citoyenne. Me voir traitée comme une mineure du jour au lendemain, j'ai trouvé ça profondément injuste. Or, j'ai toujours été allergique à l'injustice, à toute forme d'injustice. Avec mon mari on s'est donc inscrits au Parti socialiste, en 1967. C'est dans le cadre du parti que j'ai milité pour le suffrage féminin, par des articles dans le *Peuple valaisan* et quelques exposés devant les camarades. La campagne fédérale ? Je n'y ai pas beaucoup participé. J'avais deux enfants tout petits qui

m'occupaient plus qu'à plein temps, j'habitais un village de montagne, je n'avais pas de voiture et les réseaux sociaux n'existaient pas. Le 7 février 1971, j'ai appris la nouvelle par la radio. J'étais très contente mais comme ce jour-là j'étais seule à la maison avec les enfants, je n'ai pas fêté l'événement.

Et six mois plus tard, tu étais élue conseillère nationale. Comment as-tu vécu cette élection ?

Pour les élections fédérales de 1971, les trois partis valaisans, le Parti radical, le Parti démocrate-chrétien et le Parti socialiste, ont chacun décidé de mettre une femme sur leur liste. Pour le PS c'est moi qui ai été choisie, peut-être parce que j'avais fait des études universitaires. Mais je ne pensais pas une seconde que j'allais être élue. Le hasard des urnes a pourtant voulu que j'obtienne 43 voix de plus de Claude Rouiller [ndlr : alors député au Grand Conseil valaisan (1969–1979)].



Services du Parlement, 3003 Berne

Gabrielle Nanchen

En 1971, elle est élue au Conseil national, et devient la plus jeune parlementaire fédérale de l'époque (28 ans). Pour cette édition de *Socialistes*, elle revient aujourd'hui sur ses souvenirs et ses espoirs pour l'avenir.

J'ai toujours pensé qu'il aurait fait un excellent conseiller national, comme il a été un excellent juge fédéral. Le lendemain de l'élection, j'ai voulu un moment renoncer à mon élection : avec mes enfants dont l'un ne marchait pas encore, c'était juste impossible d'aller à Berne plusieurs fois par année et d'y rester plusieurs jours. Cela n'aurait pas été si grave que je me désiste en faveur du premier des viennent-ensuite. Mais, pour mon mari, qui avait milité pour le suffrage féminin avant de me rencontrer, il n'en était pas question. De nombreux électeurs, des femmes, des jeunes, avaient placé leur confiance en moi. Je ne pouvais pas les décevoir. On se débrouillerait pour les enfants. Et il s'est débrouillé, avec l'aide de sa maman.

J'étais émue la première fois que je suis entrée au Palais fédéral. Et consciente de mes responsabilités. Mais je n'ai pas éprouvé une joie immense comme on pourrait le penser. J'étais ambivalente, je savais que ma vie de tous les jours deviendrait plus compliquée.

Comment ton premier jour au Parlement s'est-il passé ?

Il y a d'abord eu la séance du Groupe socialiste, avant le début de la session parlementaire. Pour me rendre à cette séance, j'ai fait le trajet Sion-Berne avec l'abonnement CFF première classe que venaient de m'offrir les services du Parlement. C'était la première fois que je voyageais en première. Quand j'ai changé de train à Lausanne je me suis trouvée dans un wagon rempli de messieurs en costumes sombres qui avaient l'air important et qui parlaient politique fédérale. J'ai tout de suite compris à qui j'avais à faire et me suis faite toute petite derrière mon journal. Devant la salle 86, dont le numéro figurait dans ma convocation, il y avait déjà une quinzaine de personnes, presque tous des hommes, habits

sombres et air important. Je me tenais timidement à l'écart quand un homme d'une quarantaine d'années en pull rouge est venu vers moi, les bras tendus. Il a dit simplement, avec un grand sourire : « Salut camarade, moi c'est Pierre Gassman » [ndlr : ancien conseiller national (1971–1979) puis aux États (1979–1983) pour le Canton de Berne]. Il m'a tout de suite plu parce qu'il ne se prenait pas au sérieux. J'ai compris qu'il y avait deux sortes de politiciens. Ceux qui étaient imbus de leur fonction et ceux qui essayaient humblement de se montrer dignes de leurs électeurs.

As-tu rencontré des problèmes lorsque tu as été la première femme socialiste à siéger au Conseil national ?

Non. Au Parlement, je n'ai pas rencontré de difficultés particulières. Mes collègues masculins, les Romands surtout, m'ont accueilli chaleureusement. Certains m'ont même appris mon métier de parlementaire, dont je ne savais pas le B-A BA en arrivant. Que l'un ou l'autre conseiller national ait été jaloux de l'intérêt que les femmes suscitaient dans les médias, c'est possible. Les problèmes, ce n'est pas à Berne que j'en ai rencontrés, mais en Valais. A cause notamment du rédacteur en chef du *Nouvelliste*, le seul quotidien du Valais romand. Il avait décidé que je ne serais pas élue, et donc quand je l'ai bel et bien été, il a décidé que je n'existerai pas. C'était un homme proche de l'extrême-droite et de la dissidence catholique d'Écône. Son comportement me fait beaucoup penser à celui de plusieurs hommes politiques dans le monde d'aujourd'hui, qui s'en prennent à tout ce qui est « différent ». Alors vous imaginez : être femme, socialiste, et qui plus est, italienne de la troisième génération (je m'appelais Straggiotti avant mon mariage) ! J'avais tout pour lui déplaire. Mais à cette époque, la télévision commençait à

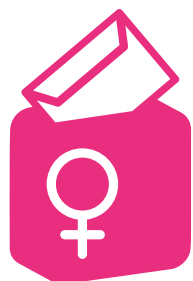
être beaucoup regardée dans le canton, et *La Tribune de Lausanne* [ndlr : journal devenu *Le Matin* en 1984 suite à sa fusion avec *L'Estafette*] passablement lue. Chevaleresques, certains journalistes parlementaires ont pris fait et cause pour moi. Grâce à eux, j'a eu souvent les honneurs de la radio et de la télévision.

La Suisse est le dernier pays européen à introduire le suffrage féminin, et en son sein certains cantons l'ont introduit avant d'autres. Comment expliques-tu ces différences ?

Il y a une première raison, assez simple. C'est notre système de démocratie semi-directe suisse qui a retardé les choses. Chez nous, ce n'est pas le Parlement qui a octroyé le droit de vote aux femmes – ce qui a été le cas chez nos voisins après la première ou la deuxième guerre mondiale – mais bien le peuple et les Cantons. Un peuple masculin qui n'était pas particulièrement pressé de perdre ses privilèges. L'Assemblée fédérale elle-même a tendance à être plus lente que les autres parlements. Elle veut éviter de voir ses décisions balayées par un référendum. La Suisse n'est jamais pionnière en rien à cause de cela. Notre système politique est enviable à certains égards mais il peut avoir des effets pervers.

L'ancien conseiller national vert de Zoug, Josef Lang, a avancé une hypothèse intéressante dans le livre qu'il vient de consacrer à la démocratie suisse. Il pense que la religion a joué un rôle important dans l'histoire du suffrage féminin. S'il a fallu si longtemps pour que la Suisse en accepte le principe, c'est peut-être à cause de l'importance de l'électorat catholique. Pendant longtemps, le Parti catholique conservateur, l'ancêtre du PDC, a défendu l'idée, pour dire les choses un peu abruptement, que Dieu a créé la femme pour qu'elle fasse des gosses et passe la panosse.

Affiches contre le suffrage féminin lors des premières votations sur le sujet.



André Closset, 1959



Anonyme, 1946



Cela pourrait expliquer pourquoi certains cantons protestants ont accordé le droit de vote aux femmes avant les autres. Le Concile Vatican II (1965) a amené un changement de mentalité dans les cantons catholiques. L'Église reconnaissait que le rôle des femmes ne se limitait pas à la famille, donc qu'elles devaient participer à la vie publique. Cela a amené un changement profond dans l'attitude de l'électorat.

Le cas du Valais est intéressant. En 1959, seul un tiers des électeurs a voté en faveur du vote des femmes. Onze ans plus tard, lors de la votation organisée sur le plan cantonal, c'est près des deux tiers des Valaisans qui y sont favorables.

En outre, il faut relever qu'il y a toujours eu une certaine tradition progressiste dans des cantons comme Neuchâtel, Genève et Vaud [ndlr: *qui introduisent le suffrage féminin entre 1959 et 1960*]. Regardez celui de Vaud: avant le départ de Jacqueline de Quattro pour le Conseil national, le Conseil d'État était constitué majoritairement de femmes, et de femmes d'origine étrangère! Sans parler du droit de vote que certaines communes vaudoises ont accordé aux personnes qui y résident depuis un certain temps, ce qui est très novateur en Suisse.

Quelles revendications faut-il selon toi porter en priorité aujourd'hui ?

Le congé parental en tout premier lieu. Pourquoi se contenter d'un congé paternité de quelques semaines ? L'égalité doit se conquérir dans les deux sens. Il faut, d'une part, que les femmes puissent occuper l'espace public, l'espace politique et économique, au même titre que les hommes. Mais il faut aussi permettre aux hommes d'occuper l'espace familial et domestique, et de faire grandir en eux leur part «féminine». Nous avons toutes et tous, hommes et femmes, un pôle masculin et un pôle féminin. Nous avons toutes et tous besoin de nous affirmer dans notre liberté et de faire preuve de force et de courage pour parcourir notre chemin de vie. Tout le monde a aussi besoin de donner et de recevoir de la tendresse et de l'empathie, de s'émerveiller devant la nature et d'en prendre soin, de vivre dans la paix, et de pouvoir exprimer les émotions et les sentiments qui se bousculent en nous. J'ai pu constater que les hommes qui ont eu la chance de passer beaucoup de temps seuls avec leurs tout petits sont des hommes différents. Ils ont réalisé en eux un équilibre précieux entre douceur et force qui les rend nettement plus intéressants – vous permettez à la vieille dame que je suis de le dire – que ceux qui se sont cru obligés de se conformer à un modèle machiste.

Les enfants, quant à eux, qui peuvent bénéficier comme dans les pays scandinaves de la présence alternée de leur mère et de leur

père pendant leur première année ou même un peu plus ont eux aussi tout à y gagner. Je pense qu'ils se montrent plus confiants en eux-mêmes et dans les autres et surtout qu'ils font l'apprentissage depuis tout petits d'un monde partagé entre le féminin et le masculin. Les femmes enfin se trouveront libérées grâce au congé parental de la moitié du poids que la venue d'un enfant met sur leurs épaules.

La Grève des femmes a montré quelque chose qui est essentiel pour moi. Notre lutte ne s'arrête pas à l'obtention de l'égalité des droits civiques et de l'égalité salariale, elle va bien au-delà. Les jeunes générations ont bien compris que les questions «féministes» concernent l'humanité tout entière. Il en va de notre survie sur cette planète. Cela inclut des questions comme le changement climatique, la disparition de la biodiversité, le problème des migrations, la solidarité Nord-Sud, la montée des populismes. Il s'agit d'élargir le combat féministe en un combat humaniste.

Aujourd'hui, si le droit de vote des femmes est une évidence pour beaucoup de monde, certains groupes sociaux, comme les personnes sans nationalité suisse ou les moins de 18 ans, se battent encore pour qu'on leur reconnaisse ces droits civiques fondamentaux. Que peuvent-ils espérer selon toi dans un futur proche ?

Par exemple, qu'il se passe partout en Suisse ce qui vient de se passer à Genève, où les personnes diagnostiquées «handicapées mentales» ont désormais les mêmes droits civiques que les autres. On peut parler aussi des villes où les personnes de nationalité étrangère mais résidant depuis longtemps en Suisse ont le droit de vote – je souhaite que ce soit partout comme ça. D'autant plus que ces personnes se sentent souvent plus concernées par la chose publique que bien des Suissesses ou des Suisses qui ne participent plus aux votations.

On vit des temps difficiles. Mais il se trouve que j'ai l'espérance chevillée au corps. Tout le monde sait que de toute crise peut sortir le meilleur comme le pire. Celle que nous traversons nous montre de façon évidente que, en Suisse aussi, nous vivons dans une société à deux vitesses, ce qui est inacceptable. Georges Bernanos a écrit quelque part: «on ne subit pas l'avenir, on le fait». C'est ce que je crois.



Femmes à la tribune de l'Assemblée fédérale pendant le débat sur le suffrage féminin au Conseil national, Berne, 19 mars 1958.





Angela Davis et la nécessité d'un féminisme intersectionnel

LA RECONNAISSANCE (TARDIVE) DU DROIT DE VOTE POUR LES FEMMES SUISSES EST UN ÉVÉNEMENT HISTORIQUE, QUI MÉRITE NATURELLEMENT D'ÊTRE CÉLÉBRÉ À L'OCCASION DE SON 50^{ÈME} ANNIVERSAIRE, MAIS SANS TOMBER POUR AUTANT DANS L'ILLUSION QU'IL S'AGISSAIT DE L'ABOUTISSEMENT DU CHEMIN VERS L'ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES. L'INÉGALITÉ DES SALAIRES ET DES RETRAITES, LA VIOLENCE DOMESTIQUE, LA SOUS-REPRÉSENTATION DANS LE MONDE POLITIQUE ET LES DIRECTIONS D'ENTREPRISES SONT AUTANT D'EXEMPLES QUI MONTRENT QUE LE DROIT DE VOTE ET L'ÉGALITÉ SUR LE PAPIER NE SUFFISENT PAS POUR PARVENIR À UNE SOCIÉTÉ VÉRITABLEMENT ÉGALITAIRE.

Pendant cette pause hivernale, j'ai lu un roman d'Angela Davis, dont les réflexions écrites dans les années 1980 sont malheureusement toujours d'actualité et cherchent précisément à élargir le discours féministe au-delà de la simple réalisation du suffrage universel. Né en 1944 en Alabama, Davis a vécu quotidiennement la double discrimination d'être afro-américaine et femme. Ces expériences ont fortement influencé sa vision politique: Davis est en effet convaincue que le socialisme et le féminisme sont les deux faces d'une même médaille, celle de la lutte contre les privilèges injustifiés des hommes blancs fortunés. En réfléchissant notamment dans le contexte américain, Angela Davis souligne l'importance du facteur ethnique. «Femmes, race et classe» est non seulement le titre d'un de ses romans les plus connus, mais aussi les trois axes sur lesquels se déplace la discrimination: la discrimination fondée sur le sexe, sur l'appartenance à un groupe ethnique



Laura Riget, co-présidente du PS Tessin

Notre ennemi est le système lui-même et les différents axes d'oppression.

et à une certaine classe sociale. Davis montre comment ces axes peuvent se croiser, en expliquant que les problèmes d'une femme blanche de classe moyenne ayant fait des études universitaires ne peuvent pas être identiques à ceux d'un travailleur noir précaire.

D'où, selon Davis, la nécessité d'un féminisme intersectionnel, qui intègre et analyse la multitude de facteurs discriminants qui peuvent se rassembler chez une même personne, tels que le sexe, l'origine ethnique, l'identité sexuelle ou la formation. Chacun de ces facteurs correspond à un axe d'oppression, puisque la relation entre les individus à chaque extrémité de l'axe est caractérisée par la dynamique oppresseur-opprimé. D'un côté, il y a la personne privilégiée, souvent inconsciente de ses atouts et plus ou moins inconsciemment encline à les défendre, parfois avec vigueur. D'autre part, il y a la personne qui compte le moins, qui est discrimi-

née, exclue et plus exposée au risque de subir des violences.

Si nous suivions les différents axes d'oppression du côté des privilégiés, nous rencontrerions un personnage clairement défini: l'homme cis et hétérosexuel, blanc et aisé, adulte, en bonne santé et toute une série de stéréotypes qui le caractérisent. Est-ce donc l'ennemi du féminisme intersectionnel? Non. Notre but, en tant que féministes, n'est en fait pas de soumettre les personnes ayant ces caractéristiques. Notre ennemi est le système lui-même et les axes d'oppression qui mettent cette catégorie de personnes sur un piédestal: nous voulons faire tomber le piédestal, pas l'homme. De plus, comme il n'est pas bon d'être sur ce piédestal, il y a toujours le risque de tomber: pensez à la masculinité et à l'hétérosexualité, vous êtes constamment menacés d'être critiqué si vous ne correspondez pas aux attentes de la société.

La grande leçon du féminisme de la deuxième vague, dont Davis est une représentante reconnue, est la nécessité de comprendre combien il est illusoire de penser à briser les inégalités en sautant sur le piédestal. Nous devons plutôt lutter contre le système patriarcal et capitaliste, en unissant le socialisme et le féminisme dans une seule lutte!

Ne nous trompons pas de combat !

NOUS DEVRONS NOUS PRONONCER SUR UNE INITIATIVE QUI DEMANDE L'INTERDICTION DE SE CACHER LE VISAGE DANS L'ESPACE PUBLIC. LES INITIANT-E-S, MEMBRES DU COMITÉ D'ENKELBERG, SORTE DE BRAS ARMÉ, AU SENS FIGURÉ, DE L'UDC, NE CACHENT PAS QU'ILS VISENT LE PORT DE LA BURQA OU DU NIQAB EN SUISSE.

Ne nous trompons pas de combat féministe, puisque la femme musulmane en Suisse ne porte pas de burqa* et n'aura dès lors AUCUN effet sur les droits des femmes en Suisse. Ni d'avancées ni de reculs et ce, quel que soit le résultat des urnes. Du féminisme sans effets n'est pas du féminisme. Mais du populisme.

Ne nous trompons pas de combat non plus dans l'intégration. Le parti socialiste jusqu'à présent n'a jamais fait de politique d'intégration par la répression. Ainsi, une femme, contrainte par son mari (!) à porter la burqa, se verrait amendée par un policier (elle, et pas son mari d'ail-



Ada Marra, conseillère nationale (VD) et vice-présidente du PS Suisse

leurs). Nous avons agi par d'autres instruments que la répression et, jusqu'à preuve du contraire, notre pays, même s'il peut faire mieux, s'en est plutôt bien sorti par rapport à d'autres pays voisins. Ne changeons pas la logique.

Notre combat dans cette votation, c'est la lutte contre le populisme. Notre système démocratique autorise ce type d'initiatives qui n'ont aucun effet réel sur la vie des gens de notre pays, mais ouvrent la voie à un boulevard de discours haineux. Pour les initiant-e-s, parler de la burqa c'est surtout parler d'une religion qu'ils veulent assimiler à la burqa.

Sans mauvaise foi, il faut reconnaître que cette initiative ne permet pas de discussion ni sur la laïcité, ni sur le féminisme, ni sur l'intégration, toutes des thématiques qui nous tiennent à cœur.

Le 7 mars, donnons un signal clair en votant NON : nous voulons du féminisme et pas du populisme !

* Le Tessin, qui connaît une telle interdiction depuis 2016, a dénoncé 10 cas en deux ans, et parmi ceux-là, plusieurs fois une même personne

Nous voulons du féminisme et pas du populisme !

L'identification électronique doit rester dans les mains de l'État

LE PARLEMENT A VOTÉ, LE 27 SEPTEMBRE 2019, LA LOI FÉDÉRALE SUR LES SERVICES D'IDENTIFICATION ÉLECTRONIQUE (LSIE). CELLE-CI DEVRAIT PERMETTRE À LA POPULATION RÉSIDANT EN SUISSE DE S'IDENTIFIER DE MANIÈRE SÉCURISÉE POUR TOUTES SORTES DE TRANSACTIONS EN LIGNE, Y COMPRIS POUR LES RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

La Confédération veillera donc à authentifier l'identité numérique des citoyen-ne-s, afin de prévenir les risques de fraude. À cette fin, la loi institue une commission fédérale des e-ID (EIDCOM).

Mais là où le bât blesse, c'est que le Conseil fédéral veut confier la réalisation du « passeport numérique » à un consortium du nom de Swiss Sign, qui regroupe notamment Credit Suisse, UBS, la Mobilière, La Poste, etc. Cela signifie que le secteur privé va occuper une position déterminante dans un domaine aussi sensible que la protection des données. Malgré le fait qu'un article de la loi interdise la transmission et la vente

des données des utilisateurs/trices, on est en droit de se demander comment les contrôles seront réellement effectués et pourquoi ces entreprises privées trouvent un tel intérêt à produire la future identité électronique. Les fournisseurs d'identité devront détruire les données générées par l'utilisation de ce document numérique après six mois. Mais l'emploi qui peut en être fait à l'interne au cours de cette période n'est pas réglementé.

La mission de développer une identité électronique devrait être du ressort de l'État. Le Conseil fédéral, soutenu par la droite, a décidé de confier ce mandat à des entreprises



Laurence Fehlmann Rielle, conseillère nationale (GE)

privées sous prétexte de pragmatisme et de manque de ressources. Les arguments avancés ne suffisent pas à convaincre du bien-fondé de cette démarche.

C'est pourquoi, il est nécessaire de combattre cette loi qui représente un affaiblissement de la protection des données de la population à un moment clé où, avec le développement du numérique, un contrôle démocratique est crucial.

Pourquoi ces privés trouvent un tel intérêt à produire cette future identité ?

Accord de partenariat économique avec l'Indonésie

L'HUILE DE PALME FAIT POLÉMIQUE EN RAISON DE SES CONDITIONS DE PRODUCTION ET DE LA CONCURRENCE AUX HUILES SUISSES, CE QUI A MOTIVÉ LE RÉFÉRENDUM CONTRE CET ACCORD.

Le PS n'est pas un chantre du libre-échange, mais a tenté, lors du travail parlementaire, d'améliorer le texte présenté par le Conseil fédéral. Ce travail a porté ses fruits et l'ordonnance publiée en décembre 2020 répond en tout point aux exigences du Groupe socialiste au point que la plupart des ONG ont annoncé ne plus soutenir le référendum. Ce texte représente à leurs yeux une amélioration significative et une base importante pour les accords futurs.

Cette votation a bien sûr un côté émotionnel, car nul ne peut être insensible aux images d'incendies de forêts, d'exploitation des ouvriers ou de destruction de l'habitat des grands singes.



Brigitte Crottaz,
conseillère nationale (VD)

Toutefois, si le motif principal pour rejeter cet accord est que l'on souhaite une amélioration des conditions de production de l'huile de palme, exclure l'huile de palme de cet accord n'aura aucun effet contraignant pour l'Indonésie dans ce domaine. Nous ne modifierons donc en rien les problèmes de déforestation et d'exploitation des travailleurs.

Le Conseil fédéral a mis en œuvre la plupart de nos exigences en matière de durabilité et de protection des droits humains dans l'accord lui-même et dans l'ordonnance. Ainsi, cet accord commercial devient le plus progressiste au monde et annonce un changement de paradigme dans la politique commer-

ciale suisse, comme le PS le réclame depuis longtemps.

C'est un signal extrêmement important pour les futurs accords économiques de la Suisse, en particulier en vue de celui avec le Mercosur. Refuser cet accord avec l'Indonésie nous ferait perdre une occasion historique de faire progresser les accords de libre-échange qui placent l'homme et le climat au centre des préoccupations.

Cet accord commercial est devenu le plus progressiste au monde.

La pauvreté n'est pas un crime !

LA PAUVRETÉ PEUT NOUS TOUCHER TOUTES ET TOUS. QUE CE SOIT EN RAISON D'UNE PERTE D'EMPLOI, D'UN ACCIDENT, D'UNE CRISE ÉCONOMIQUE, D'UNE MALADIE, D'UN DIVORCE OU DE TOUTE AUTRE URGENCE PERSONNELLE. LA CRISE DU CORONAVIRUS, EN PARTICULIER, L'A DÉMONTRÉ DE MANIÈRE IMPRESSIONNANTE. NOTRE SYSTÈME SOCIAL EST DONC LÀ POUR NOUS GARANTIR, À TOUTES ET TOUS, UNE VIE DÉCENTE DANS DE TELLES SITUATIONS ET NOUS PERMETTRE ENSUITE DE NOUS RELEVER. MAIS CELA NE S'APPLIQUE PAS À TOUT LE MONDE.

Le droit à l'aide sociale en cas de besoin est un droit fondamental inscrit dans notre constitution et dont, en théorie, jouit toute la population suisse. La réalité est différente. Plus de 2 millions de personnes, sans passeport rouge à croix blanche, vivent en Suisse, y travaillent et y paient des impôts. Beaucoup d'entre elles sont nées ici ou sont venues en Suisse dans leur enfance. Pour ces personnes le fait de recevoir des prestations d'aide sociale peut avoir des conséquences fatales: elles peuvent perdre leur permis d'établissement ou même être expulsées de Suisse. Depuis janvier 2019, avec le durcissement de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration, cela s'applique

même aux résident-e-s avec permis d'établissement C, lesquels sont en Suisse depuis plus de 15 ans.

C'est le cas de Monsieur A. (52 ans), qui vit en Suisse avec sa famille depuis plus de 25 ans. Suite à un accident, il n'est plus en mesure de travailler sur les chantiers. Sans droit aux prestations de l'Assurance-invalidité et après des années de recherches d'emploi infructueuses, il est contraint de s'adresser à l'aide sociale. Mais c'est aussi le cas de Madame S. (40 ans), qui vit en Suisse depuis 15 ans. Étant seule à s'occuper de son fils – né en Suisse avec un passeport suisse – elle ne peut travailler qu'à temps partiel et a besoin du soutien de l'aide sociale.



Eleonora Guido,
Campagnes PS Suisse

Ce n'est que le début: la conseillère fédérale Keller-Sutter a déjà annoncé la prochaine étape de durcissement. Nous sommes convaincu-e-s que la pauvreté n'est pas un crime. Ces durcissements doivent être corrigés de toute urgence. Le PS Suisse, au côté d'une cinquantaine d'organisations de la société civile, a donc créé une alliance afin de mettre la pression sur le Parlement pour qu'il accepte l'initiative parlementaire «La pauvreté n'est pas un crime» (20.451) – un premier pas pour corriger cette injustice.

Désirez-vous soutenir notre appel? Signez maintenant la lettre ouverte au Parlement: www.poverty-is-not-a-crime.ch/fr

**LA PAUVRETÉ
N'EST PAS
UN CRIME !**

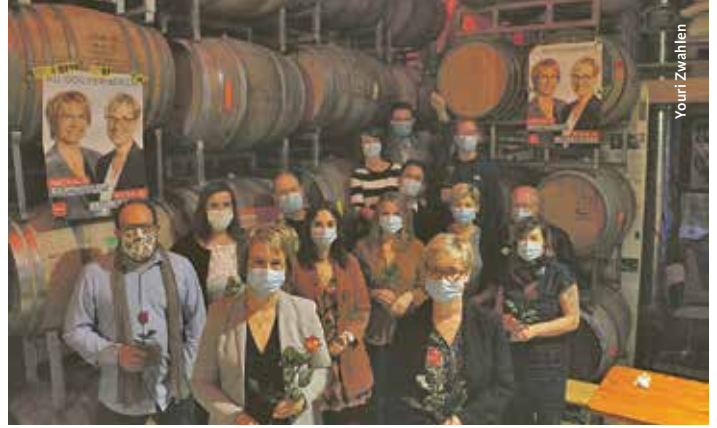


De gauche à droite : Laurent Kurth, Florence Nater, Romain Dubois et Frédéric Mairy

PS NEUCHÂTEL : EN ROUTE POUR LES ÉLECTIONS CANTONALES !

Lors de son Congrès en ligne du 23 janvier 2021, le Parti socialiste du Canton de Neuchâtel (PSN) a désigné ses candidates et candidats au Conseil d'État et au Grand Conseil pour les élections cantonales du 18 avril prochain. L'objectif est clair : être la figure de proue de la double majorité pour mettre en œuvre un agenda progressiste, pour toutes et tous, sans privilèges ! Seront ainsi candidat-e-s au Conseil d'État, où le PS a déjà, à lui seul, la majorité et devra se battre pour la conserver, le conseiller d'État sortant Laurent Kurth, ainsi que Florence Nater, jusqu'alors présidente du PSN, et Frédéric Mairy, conseiller communal du Val-de-Travers. Pour le Grand Conseil, c'est une liste de 100 candidat-e-s, composée de 51 femmes et 49 hommes, qui portera nos couleurs : la liste reflète la diversité des carrières, des cultures, des origines sociales et des âges de la population. Consolider la double majorité de gauche avec une liste paritaire et si représentative des diversités qui composent notre société, c'est amener plus de justice sociale dans les institutions et en politique !

Ce Congrès a également été l'occasion pour le PS neuchâtelois d'élire son nouveau président en la personne de Romain Dubois. Celui-ci succède à Florence Nater, laquelle officia durant quatre ans à la Présidence, au moment où cette dernière s'apprête à briguer la place de conseillère d'État. Conseiller général à Boudry depuis 2015, député-suppléant au Grand Conseil, et jusqu'alors vice-président du Parti cantonal, Romain a été élu à l'unanimité par nos camarades. Plein succès !



Nathalie et Rosalie entourées par une partie du nouveau groupe parlementaire.

SUCCÈS PS : VICTOIRE DU PS AUX ÉLECTIONS CANTONALES JURASSIENNES

Si la victoire de Rosalie Beuret Siess en mars 2020 lors de l'élection complémentaire au Gouvernement jurassien l'avait laissé présager, les élections cantonales jurassiennes du 18 octobre et du 8 novembre 2020 l'ont clairement confirmé : le PS fait désormais jeu égal avec le PDC dans le canton ! Ce dernier, jusqu'alors quasi hégémonique, a définitivement perdu son deuxième siège au Gouvernement avec la confirmation de l'élection de notre camarade Rosalie Beuret Siess aux côtés de Nathalie Barthoulot, qui préside l'exécutif cette année. Cette tendance est également confirmée par le très bon résultat du PSJ dans l'élection au Parlement, où le Groupe socialiste comptera désormais 13 élu-e-s sur 60, soit 1 de plus que la précédente législature. Cette progression de la gauche est consolidée par la poussée des Verts, qui ne s'effectue donc pas au détriment du PS, dont l'une des députées prendra également la tête du législatif cette année. Avec cette victoire, le PSJ rappelle la force de l'engagement militant des camarades au service de la solidarité, de l'égalité et du respect de l'environnement !

S'INFORMER SE FORMER S'AFFIRMER

espacefemmes-frauenraum est une association à but non lucratif fondée en 1998 à Fribourg qui s'appuie sur les ressources personnelles et collectives des femmes. La non-mixité et l'empowerment sont au cœur de son action. À travers l'apprentissage et les rencontres avec d'autres femmes, celles-ci développent une plus grande confiance en elles, renforcent leurs compétences et augmentent leur pouvoir d'agir tant dans leur propre vie que dans leur environnement social, professionnel et familial. Dans un cadre bienveillant, l'associa-

tion propose une offre riche et variée dans des domaines comme l'emploi et le parcours de vie, les langues et la communication, la santé et le bien-être, et bien plus encore, le tout selon les valeurs fondamentales de l'égalité, solidarité, respect, empowerment et interculturalité. Sous l'égide d'un comité de sept membres impliquées, dirigé depuis mars 2016 par Pascale Michel, elle compte une petite vingtaine de salariées, parfois à temps très partiel. Des intervenantes externes et des bénévoles qualifiées complètent une équipe très polyvalente. Sa

situation financière est régulièrement précaire, malgré des mandats de prestations étatiques, malheureusement insuffisants pour assurer la pérennité de cette structure bien intégrée dans le tissu associatif fribourgeois. À l'heure de la Convention d'Istanbul, du mouvement MeToo, de la lutte pour des espaces publics sécurisés, le maintien de cette structure féministe est plus actuel que jamais. Or, son existence n'est pas garantie. www.espacefemmes.org

Cinq questions à ...



... MARÍA JOSÉ MARTÍNEZ VIAL

- 1. Comment te décrirais-tu en trois mots ?**
Enthousiaste, engagée, accessible.
- 2. Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?**
L'engagement politique est une question de responsabilité. Je dirais même une obligation morale. Et le Parti socialiste semble être la seule option censée en Suisse.
- 3. Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse ?**
Créer le sens du collectif : je parle de solidarité, d'entraide. Quand je vois les panneaux « police population » à l'entrée des localités, qui indiquent une population vigilante et sur ses gardes, j'aimerais plutôt voir « soutien population ». Il faut que l'on crée à nouveau un sens de la cohésion et de la communauté...
Bien sûr, il faut faciliter l'accès au logement, il faut revoir les droits des travailleurs et des travailleuses, et, surtout, il faut que tous les enfants aient une place dans le pré- et le parascolaire.
- 4. Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?**
Je mettrais en place le plan de soutien aux familles.
Le retard de la Suisse dans l'offre de places de pré et parascolaire est inexplicable. Il va contre le développement professionnel et personnel des femmes et nuit à l'économie du pays.
- 5. Quelle est ta vision du PS dans 20 ans ?**
Le PS doit se présenter comme la seule option de gauche, féministe et écologiste. Il doit oser ce positionnement. Sinon, il risque de se perdre dans la mare des populismes.

Le Parti socialiste vit de ses membres et de leur engagement dans nos combats communs. Les discussions et débats que nous menons font notre force et notre capacité à concrétiser politiquement notre engagement.
Devenez dès maintenant membre du PS Suisse :
www.pssuisse.ch/adherer

LE RÉSULTAT

24

Le nombre de conseillères et conseillers aux États qui ont soutenu le mariage pour toutes et tous en décembre, ouvrant la voie à l'égalité dans le mariage. Seule ombre au tableau : le don de sperme sera restreint aux banques de sperme suisses et le don de sperme privé exclu. Mais le combat n'est pas terminé, le référendum attaquant cette avancée a été lancé il y a peu.

LE CHIFFRE

21 md

C'est le montant du bénéfice que la Banque nationale suisse a réalisé en 2020, portant ses réserves à 100 milliards de francs ! Dès la publication des résultats de la BNS, le PS Suisse a demandé qu'en plus des 4 milliards qui seront reversés aux cantons et à la Confédération, une partie de cet argent serve à financer la lutte contre la crise sociale et économique du coronavirus. Affaire à suivre ...

BILAN INTERMÉDIAIRE COVID-19

Le PS, parti de la sortie de crise solidaire !















Faut-il vraiment choisir entre « la santé » d'un côté et « l'économie » de l'autre ? C'est ce que laisse constamment entendre le discours du ministre des finances de la Confédération, le conseiller fédéral UDC Ueli Maurer, et la majorité bourgeoise qui le soutient. Il n'y a pourtant pas besoin qu'il en soit ainsi, au vu des excédents budgétaires de l'État et des bénéfices et réserves de la Banque nationale suisse (BNS) ces dernières années – plus encore, une telle politique d'austérité n'est pas envisageable rationnellement : des aides massives à l'économie sont aujourd'hui plus qu'urgentes pour éviter des faillites en cascades, l'explosion du taux de chômage, ainsi que la précarisation gran-

dissante de la population qui en résulterait. Ces aides massives, nécessaires aujourd'hui et maintenant, ne sont rien face aux coûts énormes que nous devons affronter sans elles.

Le Parti socialiste suisse s'est intensément engagé, à tous les niveaux, des Assemblées communales à l'Assemblée fédérale, pour une sortie de crise solidaire, pour que personne ne soit laissé pour compte. Ainsi, nos parlementaires ont obtenu un grand nombre de succès au Parlement, à commencer par l'extension du chômage partiel (RHT) aux personnes en contrat à durée déterminée et aux travailleurs et travailleuses sur appel, ainsi que leur indemnisation à 100 %,

contre 80 % au début de la crise, mesure qui permet d'atténuer les effets de la crise sur les employé-e-s. Néanmoins, certaines de nos demandes urgentes à l'instar des aides à fonds perdu pour les entreprises, commerces et restaurants fermés à cause de la pandémie n'ont pas encore été entendues au Parlement, malgré l'évidence de leur nécessité.

Aujourd'hui plus que jamais, il apparaît clairement que le PS est le véritable défenseur des intérêts de toutes et tous, de l'employé-e horaire aux PME, en cherchant activement à assurer une sortie de crise solidaire face au darwinisme économique de la pingre majorité bourgeoise. Personne ne sera abandonné !

	Victoire socialiste	Succès partiel	La lutte continue !
Indemnisation complète des RHT pour les bas revenus			
Allocations pour pertes de gains pour les indépendant-e-s			
Renouvellement de l'accès aux RHT pour les apprenti-e-s au-delà de la première vague			
Aides pour les entreprises employant des apprenti-e-s			
Compensation complète de la perte économique pour les entreprises touchées par les restrictions			
Prolongation de l'indemnisation des chômeurs et chômeuses en fin de droit			
Plus de « prêts COVID-19 » à taux zéro			
Pas de remboursement des prêts COVID pour les entreprises arrêtées une seconde fois et les restaurants			
Augmentation des aides à fonds perdus pour les entreprises			
Soutien financier aux médias imprimés			
Soutien aux médias en ligne			
Aides financières aux crèches et garderies			
Augmentation des aides à la culture			
Renoncer au durcissement du droit de séjour pour les personnes étrangères bénéficiaires de l'aide sociale			
Accès légal à la sécurité sociale et aux soins pour les sans-papiers			